RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2001 B 01658

Numéro SIREN : 434 211 843

Nom ou dénomination : CONTANGO TRADING SA

Ce dépôt a été enregistré le 21/02/2023 sous le numéro de dépôt 19524

5.

CONTANGO TRADING SA
Société Anonyme au capital de 13 325 480 €
Siège Social : 30, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris
434 211 843 RCS Paris

**PROCÈS-VERBAL DE LA CONSULTATION ECRITE DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION EN DATE DU 30 DECEMBRE 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le 30 décembre,

Les membres du conseil d'administration de Contango Trading SA, société anonyme dont le siège social est situé 30, avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 434 211 843, ont pris les décisions qui suivent, conformément à l'article 15 des statuts, par consultation écrite.

A ETE PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT :

En sa qualité de président du conseil d'administration, Monsieur Michel Jay propose de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Transfert de siège social ;
- Mise à jour des statuts ;
- Pouvoirs pour les formalités.

Le président du conseil d'administration apporte les précisions suivantes.

Le transfert de siège social s'effectuerait à l'adresse suivante : 7, promenade Germaine Sablon - 75013 Paris, à compter de ce jour, dans le cadre du projet de déménagement au sein des Tours BPCE.

Le président du conseil rappelle qu'ont été communiqués préalablement le projet du procès-verbal des délibérations pour lesquelles les membres du conseil d'administration sont consultés ainsi que le projet des nouveaux statuts à adopter.

Les membres du conseil d'administration reconnaissent avoir reçu la totalité des documents et informations dont la communication est rendue obligatoire par les dispositions légales et réglementaires ou par les stipulations des statuts de la société, leur permettant ainsi de délibérer de manière éclairée sur l'ordre du jour ci-dessus.

A ETE PRISE LA DECISION SUIVANTE :

UNIQUE DECISION

(Transfert du siège social – Mise à jour corrélative des statuts – Pouvoirs pour les formalités)

Connaissance prise des éléments préalablement communiqués et des explications du président du conseil, les membres du conseil d'administration ont exprimé les votes ci-après, recueillis par e-mail entre le 19 et le 30 décembre 2022 :

Nom	Fonction	Vote « Pour »	Vote « Contre »	Abstention
M. Michel Jay	Président du conseil d'administration	X		
M. Guillaume Genet	Administrateur, directeur général	X		
Mme Marieke Franssen	Administrateur, directeur général délégué	X		
NATIXIS, représentée par M. Thierry Canel	Administrateur	X		
M. Claude Lixi	Administrateur	X		
TOTAL	5	5		

Sur proposition du président, le conseil d'administration décide de :

- transférer le siège social de la société, à compter de ce jour, au 7 promenade Germaine Sablon – 75013 Paris
- modifier l'article 4 des statuts de la société de la manière suivante :

« *Article 4 – Siège social*

Le siège social est fixé à Paris (75013) – 7, promenade Germaine Sablon.

Il pourra être transféré sur le territoire français, par simple décision du Conseil d'Administration, qui doit être ratifiée par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et en tout autre lieu en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Lors d'un transfert décidé par le Conseil d'Administration, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence. »

- donner tous pouvoirs :

- à la société LEXTENSO EDITIONS, La Grande Arche – Paroi nord - 1, Parvis de la Défense 92044 Paris La Défense (552 119 455 RCS Nanterre), agissant sous le nom commercial ODAL ; ou
- à la société Journal Spécial des Sociétés, 8 rue Saint Augustin 75002 PARIS (552 074 627 RCS PARIS) ;

à l'effet d'accomplir toute formalité de publicité ou de dépôt partout où besoin sera et notamment pour effectuer toutes modifications ou inscriptions au Registre du commerce et des sociétés et signer toute formule à cet effet, en ce y compris par voie dématérialisée avec signature électronique.

* * *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal.

Le président
Michel Jay

Un administrateur
Guillaume Genet

5.

CONTANGO TRADING SA

Société Anonyme au capital de 13 325 480 €
Siège social : 7, promenade Germaine Sablon – 75013 PARIS
434 211 843 RCS PARIS

STATUTS

(Mis à jour suite à la consultation écrite du conseil d'administration du 30 décembre 2022)

TITRE I – FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE – DUREE

Article 1^{er} – Forme

La société, de forme anonyme, est régie par les lois et règlements en vigueur et à venir, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 – Dénomination

La dénomination sociale est : CONTANGO TRADING SA.

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être suivie immédiatement des initiales S.A. et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 – Objet

La société a pour objet, en France et dans tous pays, d'étudier et de réaliser toutes opérations de nature mobilière ou immobilière, civile ou commerciale, ou financière, d'effectuer toutes prestations de services, de mettre en œuvre tous financements s'y rapportant, de prendre toutes participations et, plus généralement, d'accomplir tous actes civils ou commerciaux liés directement ou indirectement à cet objet ou à tout autre objet similaire ou connexe, et notamment la souscription de couvertures sur les marchés à terme.

Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé à Paris (75013) – 7, promenade Germaine Sablon.

Il pourra être transféré sur le territoire français, par simple décision du Conseil d'Administration, qui doit être ratifiée par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et en tout autre lieu en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Lors d'un transfert décidé par le Conseil d'Administration, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

Article 5 – Durée

La durée de la société est de quatre-vingt dix-neuf années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

TITRE II – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

Article 6 – Capital social – Apports

Article 6.1 – Capital social

Le capital de la société est fixé à la somme de 13 325 480 €. Il est divisé en 1 332 548 actions d'une seule catégorie, au nominal de 10 € chacune, intégralement libérées.

Article 6.2 – Apports

Le capital social a été fixé à 38 500 € au moment de la constitution de la société et divisé en 3.850 actions de 10 € chacune.

Aux termes d'une décision de l'assemblée générale mixte des actionnaires du 28 juin 2005, il a été porté à 100 000 €, à la suite d'une opération d'émission de 18.500 actions nouvelles de 10 €, suivie d'une annulation de 12.350 actions par imputation de pertes antérieures.

Aux termes d'une décision du conseil d'administration du 16 juillet 2009, prise conformément à la décision de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2009, le capital a été porté à la somme de 4 100 000 € par augmentation du capital en numéraire.

Aux termes d'une décision du Conseil d'Administration du 30 décembre 2009, prise conformément à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 décembre 2009, le capital a été porté à la somme de 11 100 000 € par augmentation du capital en numéraire.

Aux termes des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 28 décembre 2018, le capital social a été porté à 90 100 000 €, à la suite de l'émission de 7 900 000 actions nouvelles de 10 € par augmentation du capital en numéraire.

Aux termes des résolutions de l'assemblée générale mixte en date du 15 juillet 2022, il a été décidé une réduction de capital motivée par des pertes d'un montant total de 76 774 520 €, par voie d'annulation de 7 677 452 actions composant le capital social pour le ramener de 90 100 000 € à 13 325 480 €.

Article 7 – Forme des actions

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements.

Article 8 – Modification du capital social

Le capital social pourra être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 – Cession des actions

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur les registres.

Les actions sont librement cessibles que ce soit entre actionnaires ou au profit d'un tiers.

TITRE III – ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Article 10 – Conseil d'Administration

La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, et de dix huit membres au plus.

L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle. Le Conseil d'Administration répartit cette rémunération librement entre ses membres.

Il peut être alloué par le Conseil d'Administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations portées aux charges d'exploitation sont soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Article 11 – Durée des fonctions des administrateurs

La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

Les fonctions des administrateurs prennent fin à l'issue de l'Assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat desdits administrateurs.

Les administrateurs sortant sont toujours rééligibles.

Article 12 – Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la

société et veille à leur mise en œuvre conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité. Dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi ou les présents statuts aux Assemblées, il se saisit de toutes questions intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Il peut décider la création de comités chargés d'étudier et de rapporter au conseil les questions que lui-même et son Président soumet pour avis à leur examen.

Article 13 – Président du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration nomme, parmi ses membres personnes physiques, un Président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur. Le Président est rééligible.

Le Président du Conseil d'Administration organise et dirige les travaux du Conseil d'Administration, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

La rémunération du Président est fixée par le Conseil d'Administration.

Article 14 – Réunions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation du président faite par tous moyens, même verbalement, ou, en cas d'empêchement de ce dernier, par le directeur général, administrateur ou non, soit au siège de la société, soit en tout autre endroit indiqué par la convocation.

Des administrateurs, constituant au moins un tiers des membres du Conseil d'Administration, peuvent, en indiquant l'ordre du jour, convoquer le Conseil si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'Administration par tous moyens, même verbalement. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. Un administrateur ne peut disposer au cours d'une même séance que d'une procuration.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil désigne à chaque séance celui de ses membres présents qui doit présider la séance.

Le Conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire, même en dehors de ses membres.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

En cas de partage, la voix du Président de la séance est prépondérante, sauf pour la nomination du Président du Conseil d'Administration

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social.

Les procès-verbaux sont dressés et leurs copies ou extraits sont délivrés et certifiés conformément aux prescriptions réglementaires.

Article 15 – Consultation écrite

Conformément à la réglementation en vigueur, certaines décisions du Conseil d'Administration peuvent être prises par voie de consultation écrite.

La consultation écrite est adressée par le président du Conseil d'Administration ou, sur sa demande, par le secrétaire du Conseil d'Administration à chaque administrateur par tout moyen de communication, y compris électronique, permettant d'établir la preuve de l'envoi.

L'auteur de la consultation écrite communique à tous les administrateurs l'ordre du jour de la consultation, le texte des décisions proposées, accompagnés des documents nécessaires au vote, ainsi que la mention du délai de réponse imparti décompté de l'envoi desdits documents. Ce délai de réponse est apprécié au cas par cas par l'auteur de la consultation en fonction de la décision à prendre, selon l'urgence ou le temps de réflexion nécessaire à l'expression du vote.

En cas de défaut de réponse dans le délai imparti, l'administrateur est considéré comme absent pour le calcul du quorum.

Les décisions ne peuvent être adoptées que si la moitié au moins des administrateurs ont exprimé leur vote, par tout moyen écrit y compris électronique, à la majorité des membres participant à cette consultation.

Les décisions ainsi prises font l'objet de procès-verbaux, conservés dans les mêmes conditions que les autres décisions du Conseil d'Administration. Ces procès-verbaux seront soumis à l'approbation de la prochaine réunion du Conseil d'Administration. Le secrétaire du conseil consigne l'état des votes des administrateurs dans le corps du procès-verbal à l'issue de chacune des délibérations proposées.

Article 16 – Direction Générale

Article 16.1 – Modalités d'exercice de la Direction Générale

Conformément à la loi, le Conseil d'Administration décide que la Direction Générale de la Société est assurée soit par le Président du Conseil d'Administration lui-même, soit par une autre personne physique investie des fonctions de Directeur Général. Le Conseil fixe la durée de l'option choisie. Cette décision est portée à la connaissance des tiers au moyen de la publicité prévue par la réglementation en vigueur.

Article 16.2 – Directeur Général

Le Conseil d'Administration peut nommer un Directeur Général choisi parmi les Administrateurs ou en dehors d'eux.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs du Directeur Général. Toutefois, la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers.

Le Directeur Général peut déléguer partiellement ses pouvoirs à tout mandataire de son choix, avec ou sans faculté de substitution.

La rémunération du Directeur Général est fixée par le Conseil d'Administration.

Article 16.3 – Directeurs Généraux Délégués

Sur proposition du Directeur Général, le Conseil d'Administration peut nommer un à cinq Directeurs Généraux Délégués.

Le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués. Ceux-ci disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

La rémunération du ou des Directeurs Généraux Délégués est fixée par le

Conseil d'Administration.

Article 17 – Responsabilité des mandataires sociaux

Les Administrateurs et le Directeur Général sont responsables envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés anonymes, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion, le tout dans les conditions et sous peine des sanctions prévues par la législation en vigueur.

Article 18 – Conventions règlementées

La procédure de contrôle est celle prévue par les articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce.

Article 19 – Commissaires aux comptes

Un ou plusieurs commissaires aux comptes sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Leurs honoraires sont fixés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

TITRE IV – ASSEMBLÉES GÉNÉRALES D'ACTIONNAIRES

Article 20 – Nature des Assemblées

Les décisions des actionnaires sont prises en Assemblée Générale.

Les Assemblées Générales Ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les Assemblées Générales Extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut déléguer au Conseil d'Administration le pouvoir d'apporter aux statuts les modifications nécessaires pour les mettre en harmonie avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire.

Article 21 – Convocations et réunions en Assemblées Générales

Les actionnaires sont réunis chaque année en Assemblée Générale Ordinaire par le Conseil d'Administration, dans les six premiers mois qui suivent la clôture de l'exercice, pour délibérer et statuer sur les questions relatives aux comptes annuels de l'exercice écoulé.

Les Assemblées Générales sont convoquées par le Conseil d'Administration ou par toute personne habilitée à cet effet ou, à défaut, par le ou les commissaires aux comptes ou par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé dans les conditions prévues par la loi.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite quinze (15) jours au moins avant la date de l'Assemblée soit par lettre simple ou recommandée, soit par courrier électronique, adressés à chaque actionnaire, soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du siège social, ou par tout autre moyen. En cas de convocation par insertion, chaque actionnaire doit également être convoqué par lettre simple ou par courrier électronique ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Lorsqu'une Assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées six (6) jours au moins à l'avance, dans les mêmes formes que la première. L'avis et les lettres de convocation rappellent la date de la première et reproduisent son ordre du jour.

Les Assemblées Générales délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

L'Assemblée Générale des actionnaires se compose de tous les propriétaires d'actions, présents ou représentés dans les conditions de la loi.

Article 22 – Tenue des Assemblées Générales

Les Assemblées Générales d'actionnaires sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil d'Administration. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

En cas de convocation par les commissaires aux comptes ou par un mandataire de justice, l'Assemblée est présidée par celui ou l'un de ceux qui l'ont convoquée.

Les fonctions de scrutateur sont remplies par les deux membres de l'Assemblée, présents et acceptant, qui disposent du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne le secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires.

L'Assemblée Générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires ; ses délibérations, prises conformément à la loi et aux statuts, obligent tous les actionnaires, même absents ou dissidents.

Les délibérations de l'Assemblée Générale sont constatées par des procès-verbaux dont les extraits ou copies sont délivrés conformément aux prescriptions réglementaires.

Article 23 – Délibérations des Assemblées Générales

Les Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions qui les régissent respectivement, exercent les pouvoirs qui leur sont attribués par la loi.

TITRE V – COMPTES SOCIAUX ET BENEFICES

Article 24 – Année sociale – Comptes annuels

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Article 25 – Affectation des résultats

S'il résulte des comptes de l'exercice, tels qu'ils sont approuvés par l'Assemblée Générale, l'existence d'un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'Assemblée Générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Après avoir constaté l'existence de réserves dont elle a la disposition, l'Assemblée Générale peut décider la distribution des sommes prélevées sur ces réserves. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués ; toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le dividende distribuable de l'exercice.

L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en

distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

TITRE VI – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Article 26 – Jurisdiction compétente – Élection de domicile

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, soit entre la société et les actionnaires eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, ou généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire devra faire élection de domicile dans le ressort du siège social et toutes assignations et significations seront régulièrement notifiées à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations seront valablement faites au parquet du Procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel est situé le siège social.

TITRE VII – DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 27 – Dissolution normale ou anticipée

La société est dissoute à son terme normal, à défaut de prorogation de sa durée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires dans les conditions prévues par la loi.

En outre, l'Assemblée Générale Extraordinaire peut, à toute époque, prononcer la dissolution anticipée de la société.

Au cas où, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution de la société.

Article 28 – Liquidation

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit, sauf en cas d'absorption ou de participation à la constitution d'une société nouvelle, par voie de fusion, ou encore de

dissolution par réunion de toutes les actions en une seule main entraînant la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique. Sa personnalité morale subsiste pour les besoins de cette liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci.

Pendant toute la durée de la liquidation, l'Assemblée Générale conserve les mêmes pouvoirs qu'au cours de l'existence de la société.

Article 29 – Nomination des liquidateurs – Pouvoirs

A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée Générale des actionnaires règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

La même Assemblée détermine les pouvoirs du ou des liquidateurs.

La nomination de ces derniers met fin aux fonctions des administrateurs.

Article 30 — Clôture de la liquidation

Après extinction du passif, le solde de l'actif est réparti entre les actionnaires proportionnellement au montant de leur participation au capital. Les actionnaires sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, sur le quitus de la gestion des liquidateurs, la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

L'avis de clôture de liquidation est publié conformément à la loi.